

## Convention relative au territoire éducatif de Soulac sur Mer

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 111-1, L. 113-1, L. 211-1, L. 212-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, L. 214-1 et suivants, L. 421-10, L. 551-1 ;

Vu la loi n° 2016-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le projet académique

**Entre l'Etat, représenté par :**

- Madame la Préfète de la Gironde ou son représentant,
- Madame l'IA-DASEN du département de la Gironde ou son représentant,

d'une part,

**Et:**

- **Le département de la Gironde, représenté par Madame la conseillère départementale,**
- **La communauté de communes Médoc Atlantique, représentées par Monsieur le Président de la Communauté de communes,**
- **Les communes représentées par Mesdames, Messieurs les maires de : Le Verdon sur Mer, Soulac sur Mer, Talais, Saint Vivien de Médoc, Grayan et L'Hôpital, Jau Dignac et Loirac, Vensac.**

**IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :**

**Préambule :**

La lutte contre les inégalités sociales et territoriales est le fondement de l'action engagée par l'État en matière éducative depuis plusieurs années. Cette action volontariste s'est traduite par différentes lois et dispositifs : par les lois sur l'inclusion scolaire et le principe d'éducabilité, par la priorité donnée au premier degré avec l'abaissement à 3 ans de l'âge de l'instruction obligatoire et par l'engagement « 100 % de réussite en CP » qui s'appliquent à tous les territoires de la République. Du premier degré, jusqu'à la réforme des lycées, toutes les réformes engagées par le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports répondent à un seul et même défi qui est celui de l'égal accès de tous à un service public d'éducation de qualité, offrant sur tout le territoire les mêmes opportunités de réussite à chaque enfant et chaque jeune, quels que soient son origine sociale et son lieu de résidence.

Les « territoires éloignés » posent à l'Ecole un défi spécifique. Du fait de la dispersion de l'habitat et des équipements publics, de l'éloignement des opportunités de poursuite d'études et d'emploi, ou de la déprise démographique et des difficultés économiques, certains territoires ruraux et périphériques présentent des singularités qui appellent de la part de l'institution scolaire une réponse globale et cohérente, construite avec les acteurs locaux et s'appuyant sur leurs richesses et leurs atouts.

La rentrée scolaire 2020 a marqué une nouvelle étape dans le soutien aux territoires ruraux ou éloignés, avec la tenue de l'engagement de fermer aucune école rurale sans accord préalable du maire. Elle est également marquée par la poursuite des programmes tels que le Plan Bibliothèques, le plan Ecoles numériques innovantes rurales et le soutien aux collectivités dans le cadre du Plan mercredi, ainsi que par l'extension aux écoles et aux collèges ruraux de

dispositifs d'accompagnement tels que les Cordées de la réussite ou l'Ecole ouverte, a permis aux élèves ayant le plus souffert des conséquences de la crise sanitaire de bénéficier de renforcement scolaire, d'activités éducatives et de loisirs pendant les vacances d'été.

Parce que les territoires ruraux ou éloignés ne constituent pas un ensemble homogène, la réponse du Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports doit être élaborée au plus près des territoires, main dans la main avec les collectivités locales, en lien avec l'ensemble de la communauté éducative.

C'est l'objectif des « Territoires éducatifs ruraux » qui, dans le prolongement des réformes engagées, permettent de constituer un réseau de coopérations autour de l'Ecole comme point d'ancrage territorial, au service d'un projet éducatif porteur d'ambition pour les élèves et leurs familles, et vecteur de rayonnement pour le territoire lui-même.

Les « Territoires éducatifs ruraux » sont un cadre de réflexion commun visant à garantir une offre éducative de qualité et de proximité pour tous les élèves. Ils reposent sur une démarche partenariale qui associe les familles et réunit autour de l'enjeu éducatif, les services de l'Etat, les collectivités, les organismes sociaux, les partenaires associatifs et le secteur économique.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention fixe les orientations stratégiques et le plan d'action du territoire éducatif rural de « Soulac sur Mer » ainsi que ses modalités d'organisation, de financement et d'évaluation.

### **Article 2 : Périmètre du territoire éducatif rural**

Le territoire éducatif rural de «Soulac sur Mer» est constitué sur le territoire formé par les communes de :

Le Verdon sur Mer, Soulac sur Mer, Talais, Saint Vivien de Médoc, Grayan et L'Hôpital, Jau Dignac et Loirac, Vensac.

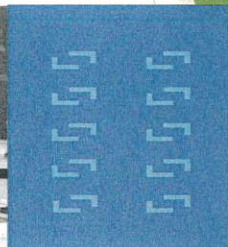
La communauté de communes de Médoc Atlantique comprend les écoles et établissements suivants :

Type	Ecoles
RPI	GRAYAN ET L'HOPITAL
RPI	VENSAC
RPI	TALAIS
Ecole	SOULAC SUR MER
Ecole	LE VERDON SUR MER
Ecole	JAU DIGNAC ET LOIRAC
Ecole	SAINT VIVIEN DE MEDOC

Etablissement	commune	nom
Collège	SOULAC SUR MER	Georges Mandel

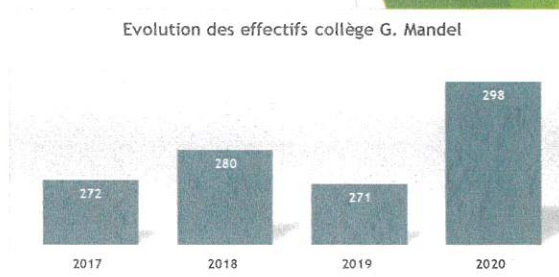
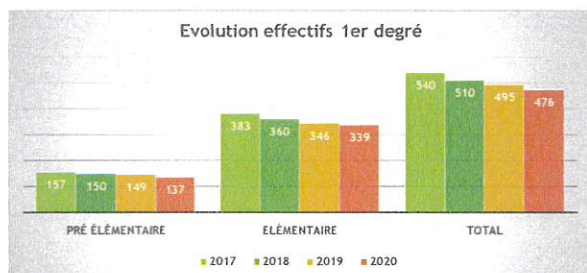
## Article 3 : Diagnostic partagé du territoire concernant la performance scolaire

### Performance scolaire



1

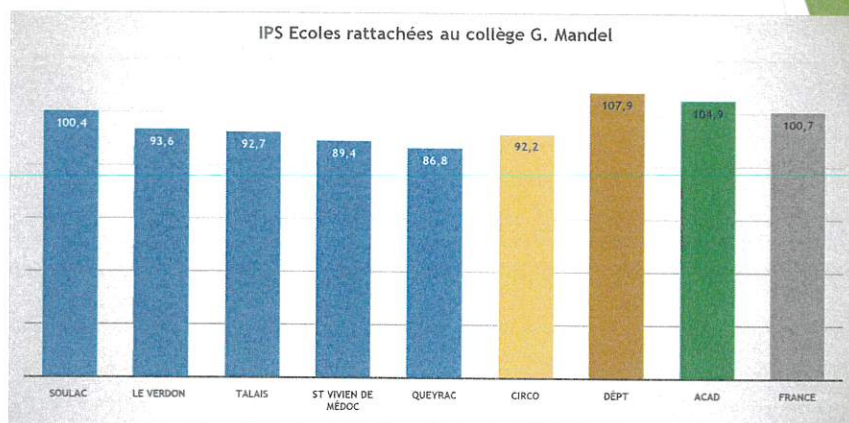
### Effectifs : évolution 2017/2020



17



## Caractéristiques sociales

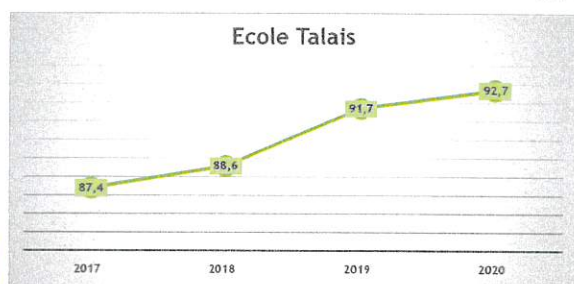


18

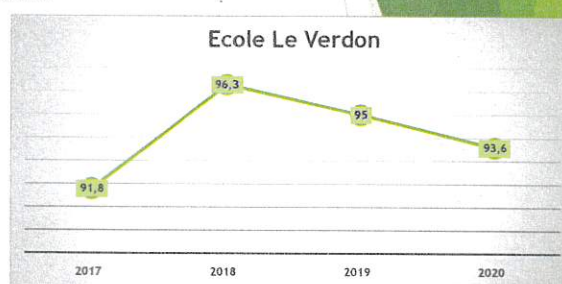
## Caractéristiques sociales

Evolution IPS élèves en CM2 de 2017 à 2020

IPS en hausse



+ 5,3 points



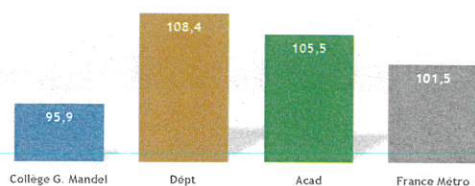
+ 1,8 points

19

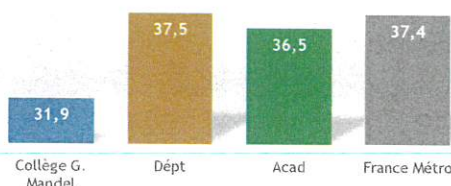
## Caractéristiques sociales

### Collège G Mandel SOULAC

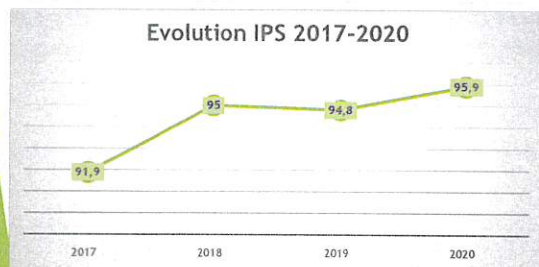
IPS 2020



Hétérogénéité sociale



Evolution IPS 2017-2020



+ 4 points

21

### Offre culturelle

#### 1 service culturel en régie intercommunale

- Parcours d'Education Artistique et Culturelle auprès des 0-18 ans, en cours de construction pour 2022 proposés notamment sur le temps scolaire.

Plan bibliothèques : Toutes les écoles du secteur de Soulac.

Mise en œuvre des Parcours d'Education Artistiques et Culturels (PEAC) dans toutes les écoles et collège

### Offre sportive

Plusieurs associations sportives (judo, gymnastique, danse, twirling, foot, tennis, etc.)

- Gymnases municipaux
- Nombreux terrains sportifs extérieurs
- Nombreuses pistes cyclables le long de la côte

Ecole engagée dans le projet Génération 2024 : Soulac Sur Mer et mise en place de l'USEP à la rentrée 2021.

**Une problématique spécifique du secteur : l'accès aux équipements aquatiques**

## Offre numérique

Si les communes sont particulièrement attentives à équiper leurs écoles de matériel numérique, il est à souligner une véritable problématique d'accès au réseau. La fibre en cours de déploiement n'est pas encore installée partout.

## Offre médicale : une problématique du secteur

Dans le bassin de vie des élèves, il existe une pénurie de professionnels de santé (médicaux et paramédicaux) qui agit sur les difficultés de la population à accéder aux soins et qui impacte le suivi sanitaire des élèves. Des actions sont déjà mises en œuvre pour maintenir l'existant puis l'étoffer par une offre à destination des professionnels d'équipements de santé pluridisciplinaires.

### **Article 4 : Plan d'actions**

*On pourra décrire pour chaque axe thématique, l'objectif stratégique, les actions qui concourent à sa réalisation, les dispositifs mobilisés, les bénéficiaires, les partenaires mobilisés :*

- AXE 1 : Ouverture au monde : culture et sport
- AXE 2 : Ouverture au monde : accès au numérique
- AXE 3 : Ambition scolaire et choix éclairé d'orientation

### **L'axe 1 : Ouverture au monde : culture et sport**

- **Ouverture à la lecture :**
  - Création ou enrichissement des BCD des écoles du secteur.
  - Coordination des BCD des écoles avec les bibliothèques municipales (en réseau lecture publique intercommunale) et le CDI du collège.
  - Communication aux écoles, aux jeunes et aux familles de la communauté de communes de l'existence du réseau de lecture publique intercommunal géré par la CDC du grand Saint-Emilionnais et de la possibilité offerte de trouver un ou plusieurs ouvrages grâce à ce réseau.
  - Mise en place d'un document ouvert commun présentant les actions et expositions de chaque lieu de lecture pour partager éventuellement les actions et créer un parcours cohérent et non redondant des jeunes au cours de toute leur scolarité dans le secteur.
  - Mise en place d'un état des lieux des différentes offres de lecture du secteur et engager une réflexion collaborative dans l'intercommunalité pour optimiser l'offre du secteur.
  - Mise en place du projet « Quart d'heure lecture » au collège et dans les écoles.
  - Favoriser la participation des jeunes aux prix littéraires et favoriser la rencontre avec des auteurs.
- **Ouverture à la culture :**
  - Construction partagée de parcours d'Éducation Artistique et Culturelle avec la participation de la DRAC, le Département, l'IDDAC, la CDC et l'Éducation Nationale.
  - Mise en place d'un parcours cohérent d'accès à un véritable lieu de spectacle et/ou de culture tout au long des années de scolarité des élèves du secteur : au moins un accès par cycle pour tous les élèves à un vrai lieu.
  - Mise en place ou amplification d'accueil d'offres culturelles au sein des établissements scolaires. Renforcer la participation des classes de l'élémentaire et du secondaire aux actions culturelles proposées par l'intercommunalité.
  - Mise en place de rencontre d'instrumentistes au sein des établissements scolaires en lien avec les écoles de musiques.

- Création d'un musée du territoire au collège, avec des expositions d'œuvres et l'exposition des travaux artistiques des élèves.
- Projet d'un équipement commun empruntable pour faire vivre les manifestations organisées par les écoles et rendre diffusable avec qualité les productions des élèves : sonorisation, micros spécifiques (chorale / théâtre / événements sportifs...).
- **Ouverture au monde se déplacer en toute sécurité :**
  - Amplification et coordination du parcours autour de la sécurité routière : APER, ASSR 1, ASSR 2.
  - Systématisation du travail avec les élèves autour de la sécurité dans les bus.
  - Systématisation de la mise en place du savoir nager pour tous les élèves du secteur.
  - Associer les élèves à la promotion de la mobilité douce sur l'intercommunalité, en collaboration avec leurs familles.
  - Mettre en place des actions de prévention variées en lien avec les partenaires du territoire.
- **Ouverture sportive :**
  - Généralisation de la labellisation de toutes les écoles et du collège du secteur « Génération 2024 ».
  - Travail sur les valeurs de l'olympisme.
  - Travail sur la solidarité liée au sport à travers des actions handisports.
  - Systématisation de l'action « trente minutes de sport par jour » dans tous les établissements scolaires.
  - Mise en place d'au moins une grande action sportive commune par an regroupant tous les élèves du secteur : course d'orientation, jeux olympiques, cross, ... en mobilisant notamment les ressources locales
  - Liaison des actions sportives scolaires avec le projet territorial "sport santé bien-être" de l'intercommunalité.
  - Diffuser une plaquette répertoriant les diverses associations/clubs existants sur le territoire (une seule à l'année).

## **L'axe 2 : Ouverture au monde : accès au numérique**

### **Développer le parc matériel :**

- Poursuivre les équipements numériques des écoles, collèges en matériel collectif et individuel, afin de permettre aux enfants un accès au monde.
- Mettre à disposition un lot de matériel informatique empruntable pour les familles en difficulté et réduire les inégalités.
- Communiquer auprès des élèves et de leurs familles, de façon efficace et efficiente l'offre d'accès au numérique sur le territoire.

### **Proposer aux jeunes de multiples activités numériques :**

- Collaborer à la stratégie d'inclusion numérique coordonnée par l'intercommunalité.
- Optimiser les temps libres des enfants et des jeunes pour mettre en place des actions de préventions et animations autour du numérique (création et animation d'un blog participation pour les jeunes et par les jeunes).
- Proposer des stages de remobilisation aux apprentissages (dernière semaine des vacances scolaires d'été, pendant les congés scolaires, ...).
- Mobiliser les familles, les partenaires institutionnels, les acteurs éducatifs et socioculturels du territoire sur la mise en place d'un accompagnement scolaire (dispositif CLAS ou autres).
- Permettre aux enfants d'accéder à la culture numérique en les initiant à la programmation dès le C1 avec Scratch Junior, commencer à aborder Scratch en fin de CM2 par la programmation de petits robots. (Créer en CEC une programmation scolaire du C1 à la 6ème avec les professeurs de mathématiques et de technologie...).



### Assurer la sécurité des jeunes dans leur pratique :

- Généraliser "le permis internet" dans les classes dès le CM1 (intervention de la gendarmerie), en renforçant le volet prévention.
- Développer ou augmenter les actions de prévention des dangers d'Internet.

### L'axe 3 : Ambition scolaire et choix éclairé d'orientation

#### Créer un parcours "avenir" cohérent de la maternelle au lycée :

- Favoriser dès le début de la scolarité, la découverte de métiers, puis aller progressivement vers la connaissance des offres de filières, des établissements existants sur un territoire élargi au Cycle 4.
- Permettre aux enfants dès le primaire de se projeter en les initiant aux différents secteurs d'activités possibles:
  - C1-C2 :
    - en créant des reportages "petits journalistes".
    - en procédant à des échanges (interclasses/écoles) avec visionnage en classe. (Interviewer/écrire/filmer en faisant intervenir des parents qui présentent leur métier et se laissent interviewer...).
  - C3-C4 :
    - en proposant aux élèves de 3<sup>ème</sup> de présenter leur compte rendu de stage aux CM2 dans le cadre d'une action de liaison école collège. (Entraînement en situation réelle à l'oral pour les 3<sup>èmes</sup> / découverte et projection pour les CM2).
    - en organisant une journée forums des métiers. (Temps d'échange entre des anciens élèves ou des parents qui parlent de leur métier et élèves) en s'appuyant sur le CIO.
- En favorisant le lien entre les élèves et les entreprises locales (compétence développement économique de l'intercommunalité).
- S'entourer de partenaires variés et les faire intervenir auprès des élèves (et de leur famille) pour améliorer leur choix éclairé (administrations, entreprises, associations, ...).

#### Affiner le choix d'orientation :

- Mettre en place des entretiens individualisés d'orientation pour les élèves de 4<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup>.
- Mettre en place des entretiens d'orientation concertés avec les familles et les élèves de 3<sup>ème</sup>.
- Faire participer les élèves à des actions extérieures autour du choix à l'orientation (salon ou forum des métiers,...), la CDC pourrait être mobilisatrice en la matière.

### Article 5 : Engagements des parties

Sur la durée de la convention, les parties s'engagent à favoriser la démarche de coopération définie dans le plan d'actions et à assurer la bonne articulation du projet de territoire éducatif rural avec les autres contrats dans lesquels le territoire est engagé (contrat ruralité, PEDT, convention ruralité ...), et à mobiliser les moyens humains et financiers mis à disposition.

- *La mobilisation des crédits DETR pourra être sollicitée, ainsi que les moyens proposés par les différents plans de l'Education nationale (numérique, bibliothèque...), et les moyens mobilisés par les collectivités territoriales.*
- *Les moyens dédiés au pilotage : Un chef d'établissement, Un IEN, deux enseignants coordonnateurs TER Education nationale.*



## **Article 6 : Comité de pilotage**

Un comité de pilotage local est installé à la signature de la présente convention. Il fixe les orientations stratégiques du territoire éducatif rural et en définit le plan d'actions. Il est également chargé du suivi et de l'évaluation des actions qui concourent à la réalisation des objectifs stratégiques. Il contribue à la coordination de l'ensemble des acteurs mobilisés et veille à la bonne information des personnels et des familles sur le projet et ses réalisations.

Il est présidé par :

- Le préfet ou son représentant ;
- L'IA-Dasen ou son représentant ;
- Le Président du conseil départemental ou son représentant ;
- Le président de la communauté de communes Médoc Atlantique
- La directrice du CIO ou son représentant
- La principale du collège de Soulac Sur Mer
- Les maires du secteur de Soulac sur Mer ou leur représentant ;
- Les directeurs des écoles du secteur de collège de Soulac Sur Mer

Le comité de pilotage peut être ouvert aux partenaires du territoire éducatif rural et inviter des membres experts en tant que de besoin.

Il se réunit autant que de nécessaire et au moins 2 fois par an.

## **Article 7 : Suivi et évaluation**

Le suivi et la mise en œuvre des actions prévues à la présente convention sont assurées par le comité de pilotage qui fixe la liste des indicateurs qui feront l'objet d'un suivi régulier.

Un bilan annuel des actions sera établi par le comité de pilotage chaque année avant le 30 juin.

Un premier bilan de la démarche partenariale engagée au sein du territoire éducatif rural sera réalisé par le comité de pilotage avant le 30 juin 2022. Ce bilan permettra le cas échéant, de réajuster la méthode et le plan d'actions pour l'année 2022/2023 et sera remis à la coordination nationale avant le 14 juillet 2022.

## **Article 8 : Durée de la convention**

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans et pourra être reconduite par avenant.

Convention présentée à Soulac Sur Mer le 9 décembre 2021

**Signatures :**

Qualité	Nom prénom	signature
Le préfet ou son représentant ;		
L'IA-Dasen ou son représentant ;		
Le Président du conseil départemental ou son représentant ;		
Le président de la communauté de communes de Médoc Atlantique		
Les maires du secteur de Soulac ou leur représentant	Nom prénom	signature
Le Verdon sur Mer,		
Soulac sur Mer		
Saint Vivien de Médoc,		
Grayan et L'hôpital,		
Vensac,		
Talais,		
Jau Dignac et Loirac,		